

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur le motif suivant :

- Le présent arrêté modifie la période de mandatement afin de pouvoir garantir la continuité des services.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture et le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Dans l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 février 2018 portant exécution du décret du 25 avril 2014 portant les parcours de travail et de soins, en ce qui concerne les parcours d'activation et les activités professionnelles, le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 2. Le ministre flamand qui a l'emploi dans ses attributions, le ministre flamand qui a l'économie sociale dans ses attributions, le ministre flamand qui a le bien-être dans ses attributions, et le ministre flamand qui a les soins de santé et les soins résidentiels dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,

H. CREVITS

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2021/32155]

9 JULI 2021. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van artikel 2, 5 en 7 van het besluit van de Vlaamse Regering van 24 mei 2019 tot uitvoering van het decreet van 29 maart 2019 betreffende het kwaliteits- en registratiemodel van dienstverleners in het beleidsdomein Werk en Sociale Economie

Rechtsgrond

Dit besluit is gebaseerd op:

- het decreet van 29 maart 2019 betreffende het kwaliteits- en registratiemodel van dienstverleners in het beleidsdomein Werk en Sociale Economie, artikelen 3, tweede lid, 5, derde en vijfde lid.

Vormvereisten

De volgende vormvereisten zijn vervuld:

- De Inspectie van Financiën heeft advies gegeven op 23 april 2021.
- De SERV heeft advies gegeven op 31 mei 2021.
- De Raad van State heeft advies 69.517/1 gegeven op 30 juni 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Initiatiefnemers

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Economie, Innovatie, Werk, Sociale economie en Landbouw.

Na beraadslaging,

DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

Artikel 1. Aan artikel 2 van het besluit van de Vlaamse Regering van 24 mei 2019 tot uitvoering van het decreet van 29 maart 2019 betreffende het kwaliteits- en registratiemodel van dienstverleners in het beleidsdomein Werk en Sociale Economie, gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 20 november 2020, wordt een punt 33° toegevoegd, dat luidt als volgt:

“33° de deelname aan arbeidsmatige activiteiten in de sociale economie, vermeld in hoofdstuk 3/1 van het besluit van de Vlaamse Regering van 2 februari 2018 houdende de uitvoering van het decreet van 25 april 2014 houdende de werk- en zorgtrajecten, wat betreft de activeringstrajecten en de arbeidsmatige activiteiten.”

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt punt 1° vervangen door wat volgt:

“1° assessor: de persoon die namens een assessmentorganisatie een assessment verricht;”;

2° in paragraaf 1 wordt punt 3° vervangen door wat volgt:

“3° auditor: de persoon die namens een auditorganisatie een audit verricht;”;

3° in paragraaf 4 worden tussen het eerste en het tweede lid twee leden ingevoegd, die luiden als volgt:

“De audit- of assessmentorganisaties bezorgen bij de verklaring op erewoord, vermeld in het eerste lid, de nodige bewijsstukken.

De Vlaamse minister, bevoegd voor werk, en de Vlaamse minister, bevoegd voor de sociale economie, stellen de lijst met de bewijsstukken, vermeld in het tweede lid, vast.”

Art. 3. In artikel 7, vijfde lid, van hetzelfde besluit wordt de zinsnede “loopt af na 24 maanden vanaf de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.” vervangen door de zinsnede “ en de toepassingstermijn van artikel 5, tweede lid, 3° van het decreet van 29 maart 2019 lopen af op 31 december 2022.”

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2021.

Art. 5. De Vlaamse minister, bevoegd voor werk, en de Vlaamse minister, bevoegd voor de sociale economie, zijn, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 juli 2021.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
J. JAMBON

De Vlaamse minister van Economie, Innovatie, Werk, Sociale economie en Landbouw,
H. CREVITS

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2021/32155]

9 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant les articles 2, 5 et 7 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 mai 2019 portant exécution du décret du 29 mars 2019 relatif au modèle de qualité et d'enregistrement des prestataires de services dans le Domaine politique de l'Emploi et de l'Économie sociale

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- le décret du 29 mars 2019 relatif au modèle de qualité et d'enregistrement des prestataires de services dans le Domaine politique de l'Emploi et de l'Économie sociale, article 3, alinéa deux, article 5, alinéas trois et cinq.

Formalités

Les formalités suivantes sont remplies :

- L'Inspection des Finances a donné son avis le 23 avril 2021.

- Le SERV a donné son avis le 31 mai 2021.

- Le Conseil d'État a donné son avis 69.517/1 le 30 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par la Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 mai 2019 portant exécution du décret du 29 mars 2019 relatif au modèle de qualité et d'enregistrement des prestataires de services dans le Domaine politique de l'Emploi et de l'Économie sociale, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 novembre 2020, est complété par un point 33^o, rédigé comme suit :

« 33^o à la participation aux activités professionnelles dans l'économie sociale, visées au chapitre 3/1 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 février 2018 portant exécution du décret du 25 avril 2014 portant les parcours de travail et de soins, en ce qui concerne les parcours d'activation et les activités professionnelles. ».

Art. 2. À l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1, le point 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o assesseur : la personne qui effectue un assessment au nom d'une organisation d'assessment ; » ;

2^o dans le paragraphe 1, le point 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o auditeur : la personne qui effectue un audit au nom d'une organisation d'audit ; » ;

3^o dans le paragraphe 4, entre l'alinéa premier et l'alinéa deux, deux nouveaux alinéas sont insérés, rédigés comme suit :

« L'organisation d'audit ou d'assessment transmettent la déclaration sur l'honneur, visée à l'alinéa premier, accompagnée des pièces justificatives nécessaires.

Le ministre flamand ayant l'emploi dans ses attributions et le ministre flamand ayant l'économie sociale dans ses attributions établissent la liste des pièces justificatives, visées à l'alinéa deux. ».

Art. 3. Dans l'article 7, alinéa cinq, du même arrêté, le membre de phrase « expire 24 mois après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. » est remplacé par le membre de phrase « et le délai d'application de l'article 5, alinéa deux, 3^o, du décret du 29 mars 2019 expirent le 31 décembre 2022. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2021.

Art. 5. Le ministre flamand compétent pour l'emploi et le ministre flamand compétent pour l'économie sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 juillet 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/31993]

14 JUILLET 2021. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 7 mai 2021 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 7 mai 2021 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 9 décembre 2011 conclu entre la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune en matière de prévention et de lutte contre le dopage dans le sport.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 255-1. – Rapport de commission, n° 255-2 - Texte adopté en séance plénière, n° 255-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 14 juillet 2021.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/31993]

14 JULI 2021. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 7 mei 2021 gesloten tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 gesloten tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende dopingpreventie en –bestrijding in de sport

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Enig artikel. Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 7 mei 2021 gesloten tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 9 december 2011 gesloten tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende dopingpreventie en –bestrijding in de sport.